



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DES BOUCHES-DU-RHONE

CALAMITÉ AGRICOLE – DU GEL du 4 au 8 avril 2021

Direction Départementale des
Territoires et de la Mer des
Bouches-du-Rhône

Service de l'Agriculture et
de la Forêt

16 rue Antoine Zattara
13 332 Marseille cedex 3

NOTICE D'INFORMATION A L'INTENTION DES BENEFICIAIRES POTENTIELS DE LA PROCEDURE DES CALAMITES AGRICOLES

ATTENTION : Il est important de lire attentivement cette note AVANT de commencer à remplir votre dossier

PERTES DE RECOLTES

Les biens reconnus sinistrés par le gel du 4 au 8 avril 2021 dans les Bouches-du-Rhône (Comité National de Gestion des Risques en Agriculture du 7 juillet 2021 – arrêté ministériel du 16 juillet 2021) sont :

Les pertes de récolte sur abricots, pêches, nectarines, prunes, cerises.

Zone sinistrée :

Aix-en-Provence, Allauch, Alleins, Arles, Aubagne, Aureille, Auriol, Aurons, Barbentane, Berre l'Étang, Boulbon, Cabannes, Cassis, Chateauneuf le Rouge, Charleval, Chateauneuf les Martigues, Chateaufort, Cornillou Confoux, Coudoux, Cuges les Pins, Eguilles, Eygalières, Eyguières, Eyragues, Fontvieille, Fos sur Mer, Fuveau, Gardanne, Gemenos, Gignac la Nerthe, Grans, Graveson, Istres, Joucques, La Barben, La Bouilladisse, La Ciotat, La-Fare-les-Oliviers, La Roque d'Anthéron, Lamanon, Lambesc, Lançon Provence, Le Puy Saint Réparate, Le Rove, Le Tholonet, Les Baux de Provence, Les Pennes Mirabeau, Maillane, Mallemort, Marignane, Marseille, Martigues, Mas Blanc des Alpilles, Maussane les Alpilles, Meyragues, Meyreuil, Miramas, Molléges, Mouries, Noves, Orgon, Paradou, Pelissanne, Peyrolles en Provence, Plan d'Orgon, Port de Bouc, Puyloubier, Rognac, Rognes, Rognonas, Roquevaire, Rousset, Saintes Maries de la Mer, Salon de Provence, Sénas, Saint Andiol, Saint Antonin sur Bayon, Saint Cannat, Saint Chamas, Saint Etenne du Gres, Saint Martin de Crau, Saint Mitre les Remparts, Saint Pierre de Mézoargues, Saint Rémy de Provence, Saint Victoret, Tarascon, Trets, Vauvenargues, Velaux, Venelles, Ventabren, Vernègues et Verquières.

**Si vous souhaitez davantage de précisions, vous pouvez contacter:
la DDTM : ddtm-calamite-agricole@bouches-du-rhone.gouv.fr**

La procédure des calamités agricole a pour but d'indemniser des pertes que vous auriez subies lors d'événements météorologiques contre lesquels vous n'auriez pu protéger vos productions et biens.

Informations générales

Les calamités agricoles sont les dommages résultant de risques, autres que ceux considérés comme assurables, d'importance exceptionnelle dus à des variations anormales d'intensité d'un agent naturel climatique, lorsque les moyens techniques de lutte préventive ou curative employés habituellement dans l'agriculture, compte tenu des modes de production considérés, n'ont pu être utilisés ou se sont révélés insuffisants ou inopérants (art. L. 361-5 du Code rural et de la pêche maritime).

Leur indemnisation est assurée par le Fonds national de gestion des risques en agriculture (FNGRA).

Le caractère de calamité agricole est reconnu par un arrêté du ministre chargé de l'agriculture, pris sur proposition du préfet du département après avis du Comité national de gestion des risques en agriculture (CNGRA).

Quels sont les dommages indemnissables ?

Les dommages ayant occasionné des pertes de récolte ou des pertes de fonds sont indemnissables à l'exception :

- des pertes de récolte sur céréales, oléagineux, protéagineux, plantes industrielles, y compris les semences de ces cultures ;
- des pertes de récolte sur vignes ;
- des pertes de récolte sur culture de tabac dues à tout phénomène couvert par l'assurance professionnelle proposée aux planteurs de tabac ;
- des pertes de récolte dues à la grêle et au vent sur toute autre culture végétale que celles mentionnées ci-dessus, y compris les cultures sous-abris, notamment les serres multi-chapelles, tunnels et ombrières. Cependant les pertes de récolte sur prairies liées à la grêle restent indemnissables ;
- des dommages aux bâtiments y compris les abris (notamment les serres et les ombrières), aux équipements d'irrigation. Toutefois, les chenillettes, les volières et les tunnels maraichers d'une hauteur inférieure à 80 cm sont indemnissables ;

- des dégâts liés à la grêle sur les installations de protection contre la grêle (filets para-grêle et armatures) ;
- des animaux en plein air touchés par la foudre ;
- de la mortalité du cheptel d'élevage hors sol à l'intérieur des bâtiments à la suite d'un coup de chaleur.

Qui peut être indemnisé ?

Tout exploitant agricole (ou propriétaire) justifiant d'une assurance incendie couvrant les éléments principaux de l'exploitation. Si l'exploitant apporte la preuve qu'il n'existe aucun élément d'exploitation assurable contre l'incendie, il peut prétendre à une indemnité s'il est garanti contre la grêle ou la mortalité du bétail au moment du sinistre. *La seule souscription d'une assurance « habitation » et / ou d'une assurance « responsabilité civile » (apiculteur) ne permet pas de bénéficier de l'indemnisation par le FNGRA.*

Sous quelles conditions ?

Les dommages aux récoltes subis et reconnus doivent représenter une perte supérieure à 30% de la production physique théorique de la culture sinistrée (ou 42 % s'il s'agit d'une production bénéficiant d'une aide directe PAC) et dépasser 11% de la valeur du produit brut théorique de l'exploitation. Dans le cas de dommages aux récoltes fourragères utilisées pour l'alimentation des animaux de l'exploitation, le dommage indemnifiable au titre des pertes de récolte est le déficit fourrager.

Rappel réglementaire.

Les pertes de récoltes en arboriculture dues à la grêle ne sont pas indemnifiables au titre du régime des calamités agricoles

Dans les zones où les pertes constatées sur les cultures sont le produit du gel et de la grêle cumulés, il sera alors appliqué aux sinistrés :

- _ non assurés contre le risque de grêle, un abattement forfaitaire sur le montant du dommage indemnifiable appelé « forfait grêle » ;
- _ assurés contre le risque de grêle, une réduction du montant du dommage indemnifiable en soustrayant les indemnités déjà perçues au titre de l'assurance.

Constitution du dossier de demande d'indemnisation.

Le dossier de demande d'indemnisation doit comporter l'ensemble des pièces suivantes :

- Le présent formulaire correctement rempli permettant d'évaluer la production brute totale de l'exploitation ;
- Les attestations d'assurance couvrant à une valeur suffisante les biens de l'exploitation (assurance incendie ou à défaut assurance grêle ou mortalité du bétail) ;
- Les bordereaux de livraison ou attestation récapitulative délivrée par les organismes de collecte et de commercialisation pour l'année du sinistre et, d'une manière générale, tout document permettant d'établir la réalité et l'étendue des dommages subis ; pour certaines productions particulières, les copies des déclarations de récoltes relatives à la production considérée, pour l'année du sinistre et les cinq années antérieures.
- Le relevé d'identité bancaire (RIB-IBAN) s'il s'agit d'un compte inconnu de la DDTM et si vous avez fait le choix de ne pas compléter l'encadré du formulaire intitulé « Coordonnées du compte bancaire ».

Modalités de dépôt des dossiers

Si votre exploitation est comprise en totalité ou en partie dans une zone reconnue sinistrée, vous pouvez présenter un dossier de demande d'indemnisation dans les trente jours suivant la date de publication en mairie de l'arrêté ministériel. Ce dossier est adressé à la DDTM par voie électronique ou, le cas échéant, par voie postale.

Modalités d'instruction des dossiers

Dès réception des demandes, le service instructeur les contrôle et procède à l'évaluation provisoire des dommages subis en appliquant les valeurs des productions figurant au barème départemental. En cas de demande de renseignements complémentaires faites par le préfet, vous disposez d'un délai de dix jours à compter de la date de réception de la demande pour y répondre.

Indemnisation des dommages

Un arrêté interministériel fixe notamment les valeurs minimales des pertes individuelles indemnifiables, ainsi que le pourcentage du montant des dommages indemnifiés que couvrent les indemnisations

versées par le FNGRA. Ensuite le service instructeur demande les crédits nécessaires au CNGRA.

Modalités pratiques

La demande d'indemnisation est effectuée au moyen d'un formulaire que vous pouvez vous procurer soit par voie informatique auprès du site d'information territorial de la préfecture, soit sous forme papier auprès de votre DDTM.

Vous devez déposer votre dossier auprès de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer des Bouches-du-Rhône, 16 rue Antoine Zattara – Service de l'Agriculture et de la Forêt – 13332 MARSEILLE Cedex 3

Comment remplir votre formulaire ?

La première page est destinée à recueillir les informations générales ainsi que les caractéristique de votre exploitation.

Le **cadre « Identification du demandeur »** est composé d'une partie :

- numérique : n° SIRET¹, n° PACAGE ;
- nominative : Nom et prénom ou raison sociale et statut juridique

Le **cadre « Coordonnées du demandeur »** doit être dûment complété

Le **cadre « Coordonnées du compte bancaire »** vous invite à désigner le compte sur lequel sera versée l'indemnisation ; vous n'avez pas à joindre de RIB-IBAN si votre DDTM en détient déjà un exemplaire.

Le **cadre « Caractéristique de votre exploitation »**. Si votre siège d'exploitation n'est pas situé dans la zone sinistrée, vous désignerez la commune de la zone sinistrée où se trouve tout ou partie de vos pertes.

La deuxième page concerne vos productions animales. Elle ne doit être complétée que dans le cadre de pertes de récolte. Les informations que vous y porterez permettront à l'administration de déterminer le produit brut global de votre exploitation.

Les «Effectifs de vos élevages» sont ceux figurant sur votre registre d'élevage au 1^{er} avril de l'année du sinistre, auxquels seront ajoutés les effectifs vendus l'année précédant celle du sinistre.

Pour toutes difficultés, vous pouvez vous rapprocher de l'Etablissement départemental de l'élevage (EDE) de votre département.

La troisième page concerne vos productions végétales. Le **cadre « Les productions végétales de votre exploitation »** ne doit être complétée que dans le cadre de pertes de récolte. Les informations que vous y porterez permettront à l'administration de déterminer le produit brut global de votre exploitation.

Seules les surfaces en pleine production, correspondant aux rendements prévus par le barème, doivent être indiquées ; les parcelles de plantiers doivent être exclues et les parcelles présentant un nombre significatif d'arbres manquant doivent faire l'objet d'une correction.

La durée avant en production retenue est :

CULTURE	N - Ans
Kiwis	3
Amandiers	6
Abricotiers irrigués	4
Abricotiers en sec	4
Cerisiers irrigués	6
Cerisiers en sec	7
Figuier irrigués	5
Figuier en sc	7
Pêches –	3

Nectarines	
Poiriers	5
Pommiers	3
Pruniers	5
Oliviers irrigués	5
Oliviers en sec	8
Vignes palissées	3
Vignes en gobelets	3
Vignes en lyre	3

Exemple : des pommiers plantés en 2010 sont éligibles au titre des pertes de récolte à compter de 2014 (2010+N+1)

Pour remplir **le cadre «Utilisation des surfaces de votre exploitation»**, vous reprendrez les informations figurant dans votre « Déclaration de surfaces » de l'année du sinistre.

Les cadres « **Pertes de récolte** » et « **Pertes de fonds** » concernent les différents types d'annexes que vous aurez à compléter en fonction des types de pertes.

Vous déclarerez vos pertes de récolte au moyen des annexes jointes au formulaire :

- Annexe 1 : pour les récoltes évaluées en quintaux ;
- Annexe 2 : pour les récoltes évaluées en chiffre d'affaires ;
- Annexe 3 : Attestation de moyens de lutte contre le gel.

En cas de difficulté pour compléter la ou les annexes pertes de récolte et/ou pertes de fonds, rapprochez-vous de votre DDTM

La cinquième page comprend :

Un cadre «Liste des pièces justificatives à joindre à votre demande».

Il vous permet en cochant les cases de vérifier que votre demande est complète. Les documents tels que les attestations d'assurance, les bordereaux de livraison, seront joints à la demande.

Un cadre « Signature et engagements »

Il rappelle les règles à respecter pour bénéficier de l'indemnisation de vos pertes. Vous cochez chacune des cases prévues à cet effet.

Les mentions «Je suis informé...» vous indiquent les risques que vous courez en cas de fausse déclaration.

L'ensemble des cases relatives aux engagements du demandeur doit obligatoirement être coché pour la prise en compte de votre demande d'indemnisation.

Enfin, pour bénéficier de l'indemnisation de vos pertes, vous devez dater et signer votre demande.

Pour le cas où vous rencontreriez des difficultés pour déposer votre demande, votre DDTM est à votre écoute pour vous y aider.

DATE LIMITE D'ENVOI: LE 14 OCTOBRE 2021

i